

Motion de censure
Lundi 18 décembre 2023
JP LECOQ

Madame la Première Ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mes chers collègues,

Avec ce gouvernement, le projet de loi de finances n'est plus ce moment solennel où l'on débat du budget à venir de notre nation.
C'est devenu un champ de ruine où s'exhibe le blocage complet du pouvoir législatif.

Pour la 22^e fois, vous avez déposé un 49-3.

Pour la 22^e fois, nous constatons que la Cinquième République est dépassée et épuisée.

Et pour la 22^e fois, nous constatons que vous êtes comme la Cinquième République.

Vous nous empêchez de débattre du fond.

Pourtant, les vrais sujets sont pourtant là, dans ce Projet de loi de finances pour 2024.

Et que trouve-t-on dans ce projet de loi de finances ?

Que le pouvoir d'achat, la première inquiétude des Français, n'est pas le pilier du mandat !

Que l'environnement n'est pas le pilier du mandat !

Que la santé et l'éducation ne sont pas des piliers du mandat !

Que le mal-logement n'est pas le pilier du mandat !

Finalement, ce qu'on constate, c'est que votre priorité c'est l'immigration.

Parce qu'accuser ceux qui fuient la misère et la guerre est tellement plus simple que de pointer les responsables du marasme économique dans lequel nous sommes.

Pourtant, vous avez reçu une gifle historique la semaine dernière à ce sujet.

Avec le projet de loi pour soi-disant « contrôler l'immigration, améliorer l'intégration », vous avez rêvé d'une loi d'extrême droite qui mette en péril les droits fondamentaux des étrangers et qui bafoue leur dignité.

Bienvenue dans le pays des droits de l'Homme.
Ce pays où la plus grande menace est l'immigration et non l'appauvrissement de nos services publics.

Mais si le Président des riches a mis le paquet sur l'immigration en jouant sur les divisions des Français à ce sujet, c'est pour mieux faire oublier son objectif politique.

Car n'oublions pas que depuis 6 ans, il rend les riches plus riches, et les pauvres plus pauvres !

Mais à force de jouer à cela, il est en train de faire vaciller le pacte social français qui repose sur le **consentement à l'impôt** garantissant une forte **protection des travailleurs** et des **services publics forts** et présents partout sur le territoire.

Favoriser les riches, c'est d'ailleurs l'essence de la politique fiscale que vous avez mise en place depuis 2017.

La suppression de l'ISF et la mise en place de la *flat tax* étaient annonciateur du reste :

- plus de 30 milliards de baisses d'impôts pour les entreprises,
- et la suppression de la taxe d'habitation qui a profité aux plus riches.

Le rapport de mes collègues Mattei et Sansu a montré, s'il le fallait encore, que notre pays est en train de basculer progressivement dans une société de rente et d'héritage.

Les patrimoines se concentrent, se transmettent et décuplent de génération en génération.

Cette concentration de richesse dans les mains de quelques-uns remet en cause notre pacte social, celui du consentement à l'impôt qui doit, selon les termes de l'article 16 de la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen », respecter la capacité contributive de chacun.

De cette attaque contre notre pacte social découle donc votre volonté d'affaiblir notre Sécurité sociale.

En 2023, vous vous êtes attaqué au droit au chômage et, par la même, aux chômeurs eux-mêmes.

Parce qu'accuser les privés d'emplois est tellement plus efficace pour mettre en concurrence les plus pauvres !

En 2023, vous vous êtes attaqué au droit à la retraite, en augmentant l'âge de départ.

Parce que culpabiliser les salariés sur le sort de la Sécurité sociale est tellement plus simple que de faire des choix budgétaires courageux pour que les salariés partent à 60 ans !

En 2023, vous avez refusé de vous attaquer aux déserts médicaux et d'améliorer notre système de soin.

Avec des riches qui peuvent se soigner et des pauvres qui y renoncent.

En 2024, vous poursuivez votre travail en affichant fièrement 16 milliards d'euros d'économie, afin de satisfaire la Commission européenne et les agences de notation que Bruno Le Maire chouchoute tant.

Pour y arriver, il va falloir continuer à rogner, quitte à dégrader encore un peu plus les services publics.

Et ce n'est pas anodin, car vous dégradez la troisième pièce de notre pacte social.

L'INSEE l'a démontré : en France, la moitié de la redistribution se fait en nature, c'est-à-dire via l'accès et l'usage des services publics.

Les dégrader, réduire leur maillage territorial, c'est appauvrir encore plus ceux qui n'ont pour seul patrimoine que les services publics.

Lorsque vous refusez d'accroître significativement le budget consacré à l'Éducation nationale, tant pour améliorer les conditions d'enseignement que la rémunération des professeurs, vous augmentez les inégalités sociales entre les jeunes, et vous faites un pont d'or aux écoles privées.

Lorsque vous refusez d'accroître les moyens pour l'hébergement d'urgence, alors que le nombre de places stagne depuis 5 ans ;
et que vous savez pertinemment que les crédits consacrés ne permettent même pas d'atteindre le nombre de places budgétées, vous augmentez la fracture sociale.

Vous n'avez même pas voulu conserver un modeste amendement du Sénat qui proposait à peine 6 000 places en plus.

6000 places, alors que partout, dans les grandes villes, la crise sociale est visible, sous nos yeux !

Lorsque vous refusez d'améliorer le pouvoir d'achat, alors que l'inflation alimentaire atteint 20 %, et que, comme je l'ai constaté ce weekend, les dons aux associations de solidarité avant Noël sont plus faibles que les années précédentes !

Et je ne parle même pas de l'inflation et de l'état des services publics dans nos Outre-mer qui sont complètement laissés pour compte !

Et que dire du sort de nos collectivités territoriales, qui sont pourtant, dans beaucoup de territoires, la dernière présence des pouvoirs publics ?

Ces espaces démocratiques vivants,

- qui créent avec les citoyens des relations quotidiennes et durables,
- et qui sont en première ligne pour gérer les crises.

Ces collectivités subissent aujourd'hui :

- Une perte d'autonomie fiscale et donc une atteinte à leur libre administration.
- Des dotations qui ne suivent pas.

- L'exonération des bases de la taxe foncière des établissements industriels qui va peser lourd sur les budgets des communes.
- L'application d'une contribution forcée au déficit de l'État : quand les communes financent l'État, c'est le monde à l'envers !

Depuis 2010, les collectivités locales ont perdu 70 milliards d'euros.

Jeudi dernier, le Conseil communautaire du Havre Seine Métropole, qui regroupe 54 communes, a adopté un vœu qui a mis son président ancien Premier ministre en minorité.

Ce vœu avait pour objectif de vous saisir, Madame la Première Ministre, pour prendre réellement en considération les besoins des communes et de leurs intercommunalités et notamment :

- de décider des mesures fiscales qui leur permettent d'assurer pleinement leurs missions ;
- de réviser les conditions budgétaires qui prévalent aux finances des collectivités locales ;

- et d'intégrer davantage leurs représentants dans les décisions qui les concernent directement.

Votre mépris des mairies, des collectivités locales et des départements démontrent votre déconnexion complètes avec les besoins des Français.

Et du local au global, cet échec se voit partout.

En Ukraine, le Président de la République s'est empressé de faire les va-t'en-guerre, sans jamais faire avancer la paix.

En Palestine, le Président a eu une idée par jour. Et quand Jupiter se prend pour un almanach, c'est la France qui perd le peu de crédibilité qu'il lui reste.

Et que dire de l'indécence française au Sahel, où nous maintenons coûte que coûte le franc CFA et nos casernes contre la volonté des peuples !

La France, en tant que membre permanente du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, ne peut pas appliquer avec autant de légèreté ce « deux poids deux mesures ».

Il faut pouvoir écouter les peuples du monde.

Mais pour écouter les peuples du monde, il faut plus de diplomates.

Et des diplomates qui ne soient pas accaparés par l'Élysée pour faire acheter des armes.

Avec un budget du Quai d'Orsay qui remonte, mais qui reste toujours aussi faible, c'est évident que nous ne ferons pas de miracles.

Contrairement au budget du nucléaire militaire, qui, lui, par contre, va à l'encontre du droit international en remontant en puissance et qui va coûter aux Français plus de 20 millions d'euros par jour.

Alors, plutôt que de continuer à attaquer notre pacte social, en faisant diversion avec une loi immigration, assumez enfin les vrais combats politiques.

Ne faites plus de 49-3 sur le projet de loi de finances, assumez vos arguments.

S'ils étaient si forts que cela, ils sauraient nous convaincre.

Vu le paysage politique de notre Assemblée, force est de constater que vous en êtes encore très très loin.